CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

ECONEWS

10/2011 15 septembre 2011

LES MULTIPLES FACETTES DES COÛTS SALARIAUX

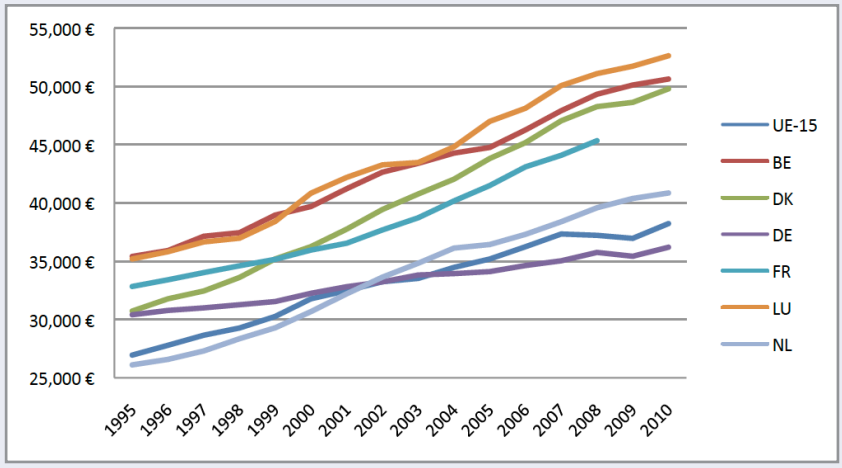
En juin 2011, le Conseil européen a recommandé au Luxembourg, pour la période 2011-2012, de réformer, en consultation avec les partenaires sociaux et conformément aux pratiques nationales, le système de fixation des salaires, afin d'assurer que leur croissance reflète mieux l'évolution de la productivité du travail et de la compétitivité[1]. Dans ce contexte, la CSL se propose de mettre à jour[2] la version précédente de son *Dialogue analyse* sur les coûts salariaux au Grand-Duché[3].

1. Le coût de la main-d'œuvre

1.1. Les coûts salariaux annuels[3]

Tel que le montre le graphique 1, le Luxembourg connaît les coûts salariaux les plus élevés par rapport au groupe de référence. À ce jour, l'Allemagne a les coûts les plus faibles, résultat notamment de sa politique résolument non coopérative de restriction des salaires depuis une dizaine d'années.

Graphique 1
Coût salarial annuel : économie marchande (C à K) en € par an par salarié



[1] *Recommandation du Conseil concernant le programme national de réforme du Luxembourg 2011, disponible sur http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/recommendations_2011/csr_luxembourg_fr.pdf*

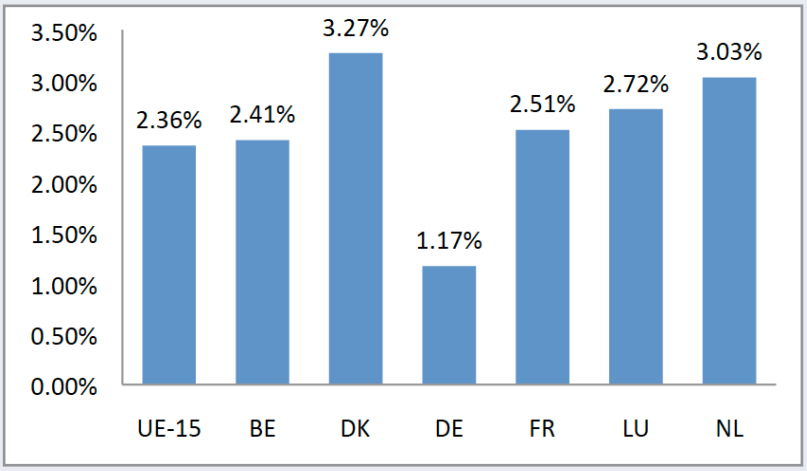
[2] *Voir également les annexes méthodologiques en ligne sur www.csl.lu/econews*

[3] *Les coûts salariaux au Luxembourg : reflet d'une économie hautement compétitive, Octobre 2005, Chambre des Employés Privés.*

[4] *Le coût salarial est calculé en divisant la rémunération annuelle (en espèces ou en nature) des salariés par le nombre de salariés.*

Cependant, au vu du graphique 2, ce ne sont pas les coûts salariaux luxembourgeois qui ont évolué le plus rapidement ; en effet, avec une croissance moyenne de 2,72% par an sur la période allant de 1995 à 2010, ils sont devancés par le Danemark et par les Pays-Bas.

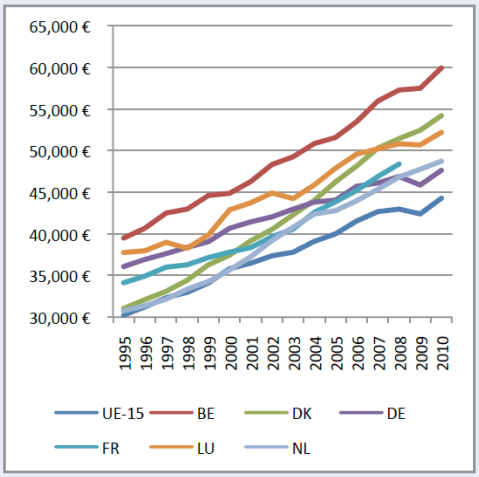
Graphique 2
Taux de croissance annuel moyen du coût salarial 1995-2010 dans l'économie marchande (C à K)



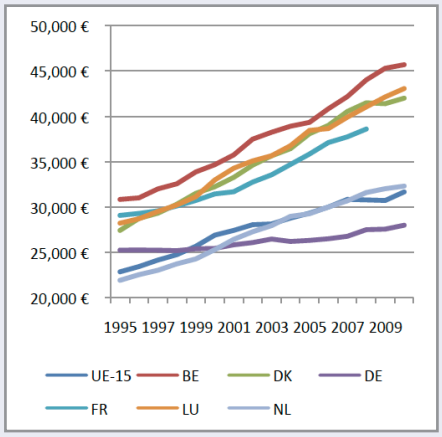
Note : 1995-2008 pour la France

En outre, en subdivisant l'économie marchande, il est possible de constater d'importantes disparités entre les secteurs. Ainsi, alors que le coût salarial luxembourgeois évolue dans la fourchette du groupe de référence dans les secteurs de l'industrie/construction (C à E et F) et du commerce, des hôtels, restaurants et transports (G à I), on observe que ce sont surtout les activités financières et l'immobilier (J-K) qui tirent le coût salarial grand-ducal vers le haut.

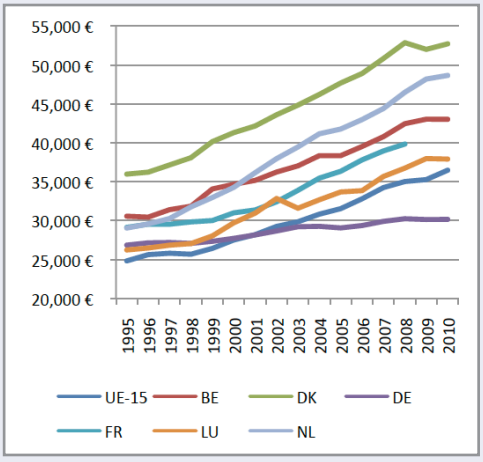
Graphique 3
Coût salarial annuel : industrie sauf construction (C à E)



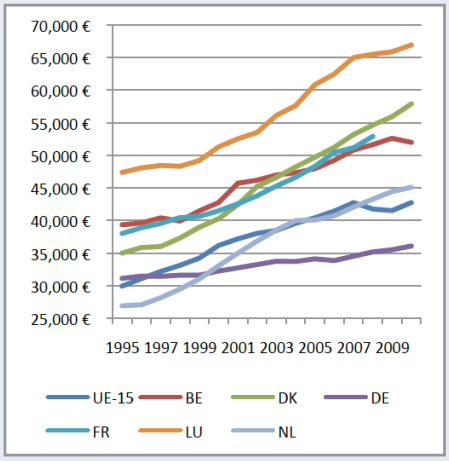
Graphique 5
Coût salarial annuel : commerce, hôtels et restaurants, transports (G à I)



Graphique 4
Coût salarial annuel : construction (F)



Graphique 6
Coût salarial annuel : activités financières, immobilier (J-K)



À ce sujet, voici quelques particularités propres à chaque secteur qui peuvent expliquer la trajectoire salariale au Luxembourg :

- la catégorie C à E inclut l'industrie manufacturière laquelle est, au Grand-Duché, constituée par quelques grandes entreprises dont les quatre principales[5] emploient 51% des salariés du secteur manufacturier, ce qui peut y tirer à la hausse le niveau de rémunération ;
- ensuite, les catégories G à I incluent aussi des rémunérations publiques, de même que, avec J-K, des secteurs de pointe et hautement spécialisés (parmi lesquels les télécommunications par satellite et la finance), où les rémunérations sont logiquement plus élevées. Ainsi, à titre de comparaison, alors que l'écart salarial de la catégorie J-K entre l'Allemagne et le Luxembourg est de 1 à 1,86, il n'est plus que de 1 à 1,38 lorsque l'on considère le Luxembourg et la région de Francfort connue pour sa place boursière[6].

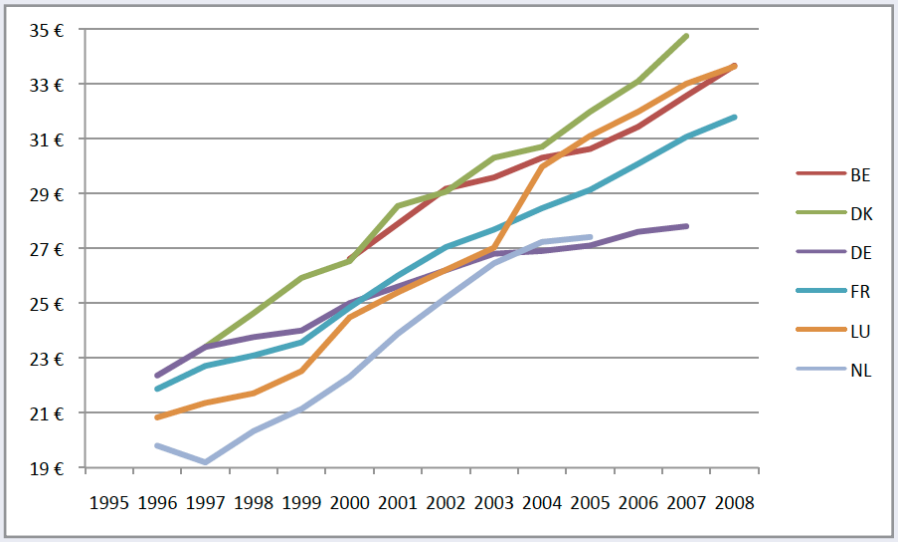
[5] *Situation au 1er janvier 2011 et en termes d'effectif ; il s'agit d'Arcelor Mittal, Goodyear Dunlop, Guardian et Ceratizit, d'après la Liste deys principaux employeurs au Luxembourg, disponible sur http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/thematique/entreprises/principal-employeurs/princip-employeurs-branche/index.html*

[6] *Calculs de rapports de coûts salariaux effectués sur la base des données disponibles sur Eurostat.*

1.2. Les coûts horaires[7]

Les coûts horaires luxembourgeois de l'économie marchande évoluent dans la moyenne du groupe de référence ; à partir de 2004, ils font partie de la moyenne haute, tout en restant inférieurs aux coûts du Danemark et très proches des coûts belges.

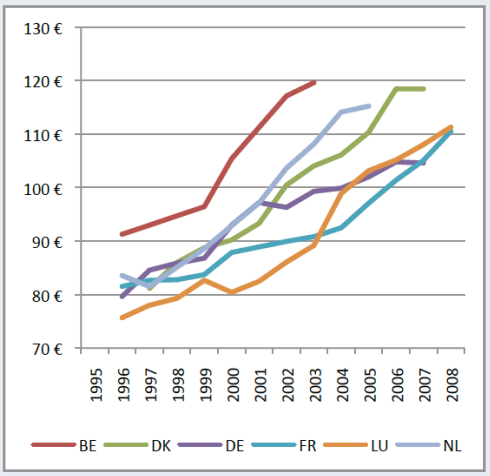
Graphique 7
Coût horaire par salarié : économie marchande (C à K)



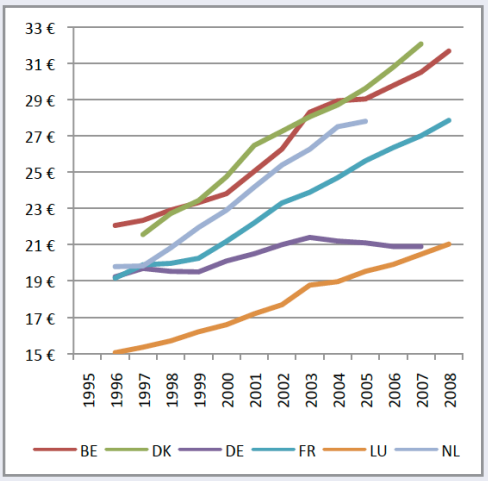
À nouveau, en décomposant l'économie marchande, on constate des disparités d'un secteur à l'autre. En effet, les coûts horaires du Luxembourg sont parmi les plus faibles pour les catégories C à E, F et G à I mais parmi les plus élevés au vu de la catégorie J-K, sans pour autant s'éloigner des niveaux danois, belges et français.

[7] *Les coûts horaires de la main-d'œuvre représentent l'ensemble des dépenses effectuées par les employeurs pour l'emploi de main-d'œuvre (rémunération des salariés, cotisations sociales versées par les employeurs et autres frais, y compris les impôts moins subventions reçues).*

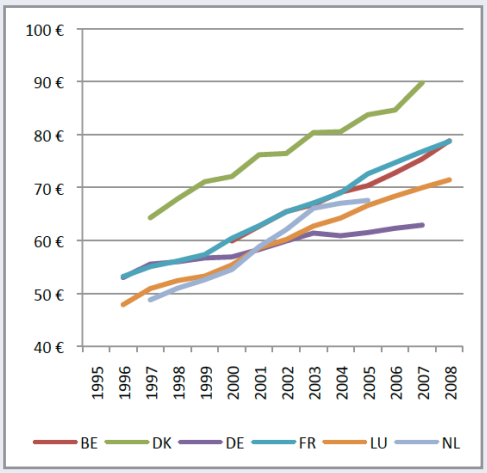
Graphique 8
Coût horaire par salarié : (C à E)



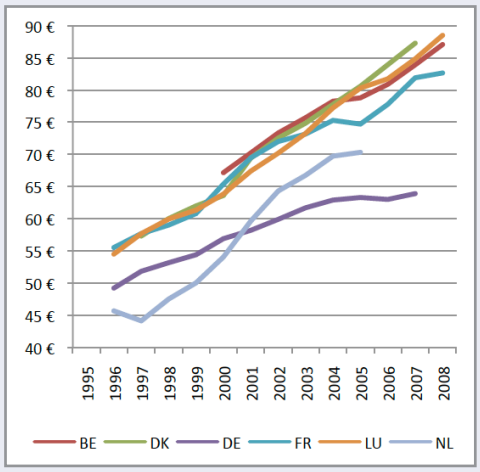
Graphique 9
Coût horaire par salarié : (F)



Graphique 10
Coût horaire par salarié : (G à I)



Graphique 11
Coût horaire par salarié : (J-K)

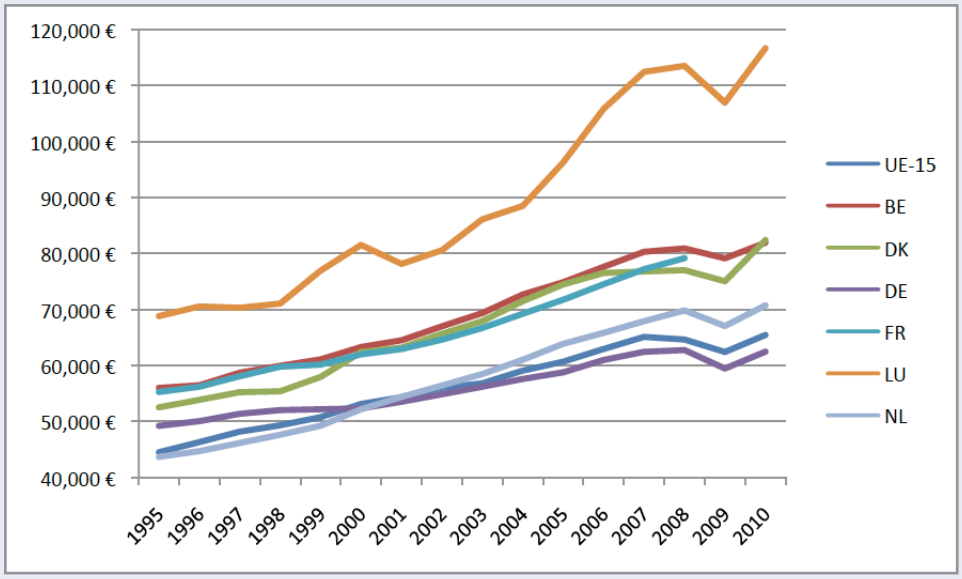


2. La productivité

2.1. La valeur ajoutée par emploi[8]

Pour l'ensemble de l'économie marchande, le Luxembourg se voit attribuer la première place en termes de productivité par unité d'emploi. On note aussi que l'écart par rapport aux autres pays s'amplifie depuis 2005.

Graphique 12
Valeur ajoutée par emploi : économie marchande (C à K) en € par an



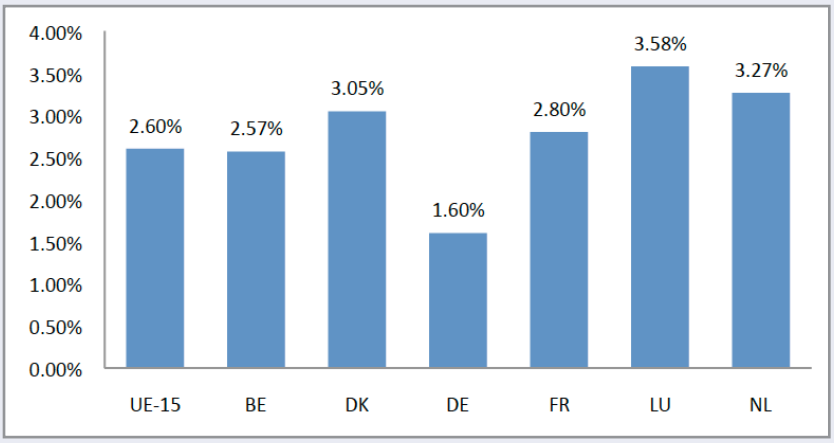
Il est intéressant de remarquer que l'ordre dans lequel sont classés les pays d'après leur niveau de productivité est le même que d'après leur niveau de coût salarial. On peut donc en déduire une corrélation positive entre ces deux indicateurs : les pays ayant les coûts salariaux les plus élevés/bas sont ceux ayant les meilleures/moins bonnes performances de productivité.

De plus, la progression de la valeur ajoutée par unité d'emploi est également la plus rapide au Luxembourg. Donc, non seulement la productivité de l'économie marchande grand-ducale est la plus élevée relativement à son groupe de référence depuis 1995, mais, de surcroit, elle augmente le plus rapidement.

[8] *Il s'agit ici de la valeur ajoutée brute aux prix de base et à prix courants.*

Dans la suite de l'analyse et sauf indication contraire, on parlera de valeur ajoutée pour faire référence à la valeur ajoutée brute aux prix de base et à prix courants. La productivité des salariés est ici calculée en divisant cette valeur ajoutée par l'emploi.

Graphique 13
Taux de croissance annuel moyen de la productivité 1995-2010 : économie marchande



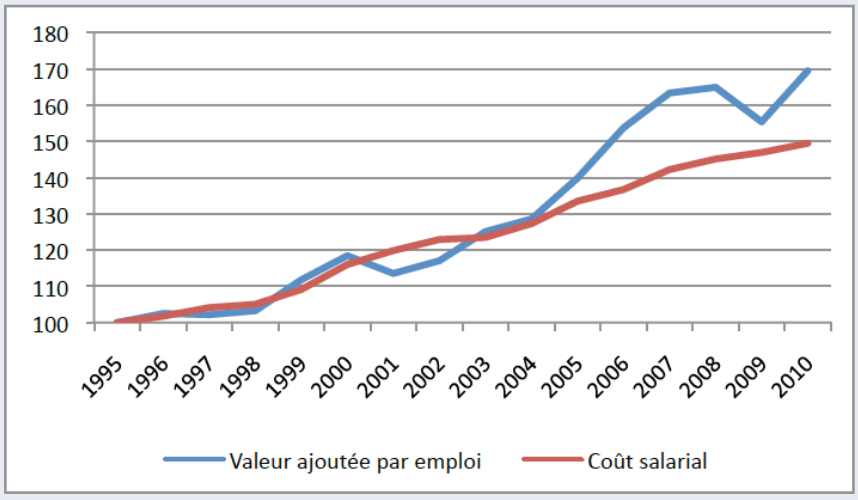
Note : 1995-2008 pour la France

2.2. Productivité *versus* coût salarial

Étant donné les recommandations du Conseil européen au sujet de la fixation des salaires luxembourgeois et de leur nécessité de refléter l'évolution de la productivité grand-ducale, nous mettons en parallèle dans cette section l'évolution de ces deux grandeurs. Pour ce faire, nous leur avons attribué l'indice 100 pour l'année 1995 et pouvons ainsi observer leur évolution, abstraction faite de leurs valeurs.

a. Valeur ajoutée par emploi *versus* coût salarial

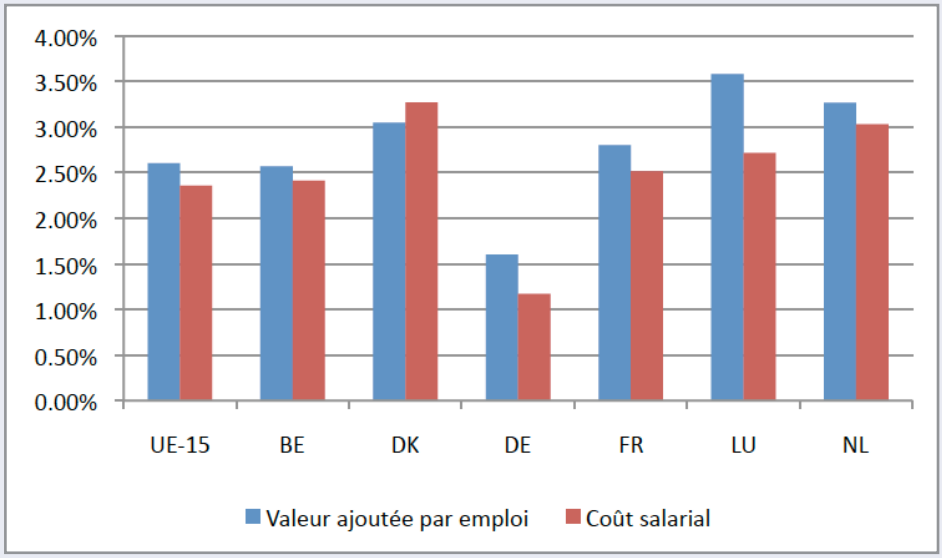
Graphique 14
Indice de productivité et de coût salarial au Luxembourg : économie marchande (C à K)



Au vu du graphique 14, nous constatons une évolution relativement parallèle entre ces deux grandeurs jusqu'en 2004, avec un indice de valeur ajoutée par emploi inférieur à l'indice du coût salarial en 2001 et 2002 (années de crise due à l'effondrement de la bulle internet en 2001) mais largement supérieur depuis 2005. D'ailleurs, sauf pour l'année 2009 qui représente un retournement conjoncturel au Luxembourg, l'écart entre ces deux indices persiste et s'accentue même.

Le graphique 15 nous montre que seuls l'Allemagne et le Grand-Duché ont un écart si important entre la progression de la productivité et celle du coût salarial, en défaveur des salaires. Dans les autres pays du groupe de référence ainsi que dans l'UE-15, cet écart est très faible ; il est même négatif au Danemark où le coût salarial a davantage augmenté que la productivité.

Graphique 15
Comparaison des taux de croissance annuels moyens 1995-2010 :
économie marchande



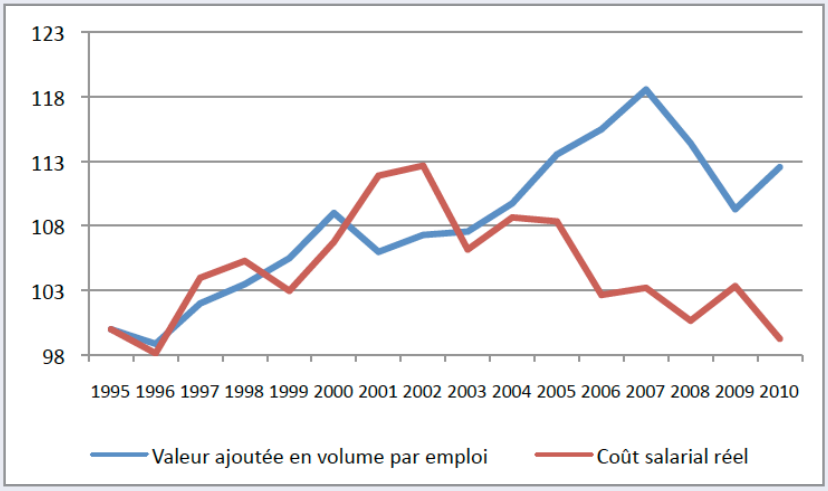
Note : 1995-2008 pour la France

b. Productivité réelle par emploi *versus* coût salarial réel

Nous avons fait de même pour la comparaison de ces deux indices en termes réels, c'est-à-dire déflatés de l'évolution des prix de la valeur ajoutée.

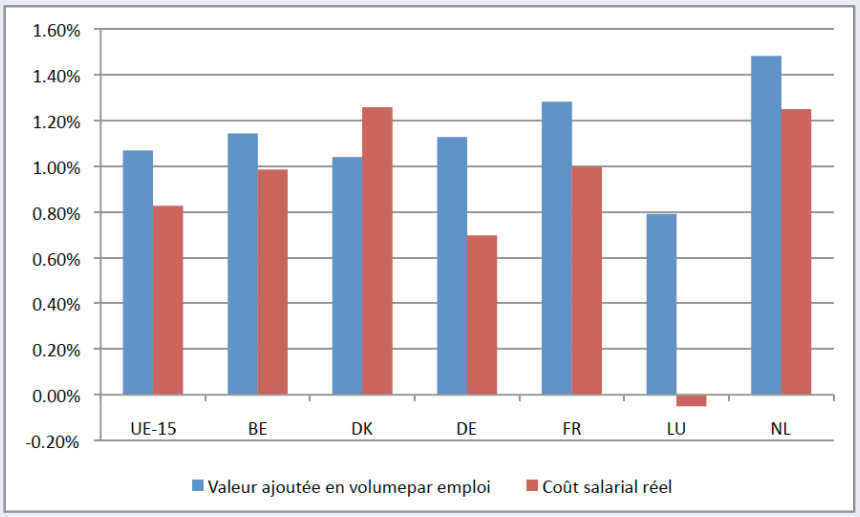
Les constatations faites au sujet de la comparaison de l'évolution de la productivité et du coût salarial en termes nominaux sont semblables à celles que nous pouvons faire en termes réels : en effet, au vu du graphique 16, alors que l'indice du coût salarial réel était supérieur à l'indice de la productivité réelle au début des années 2000, cette tendance est inversée depuis 2003.

Graphique 16
Indice de productivité réelle et de coût salarial réel au Luxembourg : économie marchande



Au niveau des croissances annuelles moyennes et de l'économie marchande, le graphique 17 montre que l'accroissement de la valeur ajoutée par emploi en termes réels est le plus faible[9] au Luxembourg mais que c'est aussi le seul pays où l'accroissement du coût salarial réel est négative. Ceci traduit également une évolution en défaveur des travailleurs salariés luxembourgeois. Or, tel que cité par le Statec, le Comité de coordination tripartite rappelle que la politique salariale doit dans le moyen terme respecter l'évolution de la productivité générale de l'économie luxembourgeoise[10] ; ce n'est donc pas le cas ni en termes nominaux, ni en termes réels.

Graphique 17
Comparaison des taux de croissance annuels moyens 1995-2010 : économie marchande



Note : 1995-2008 pour la France

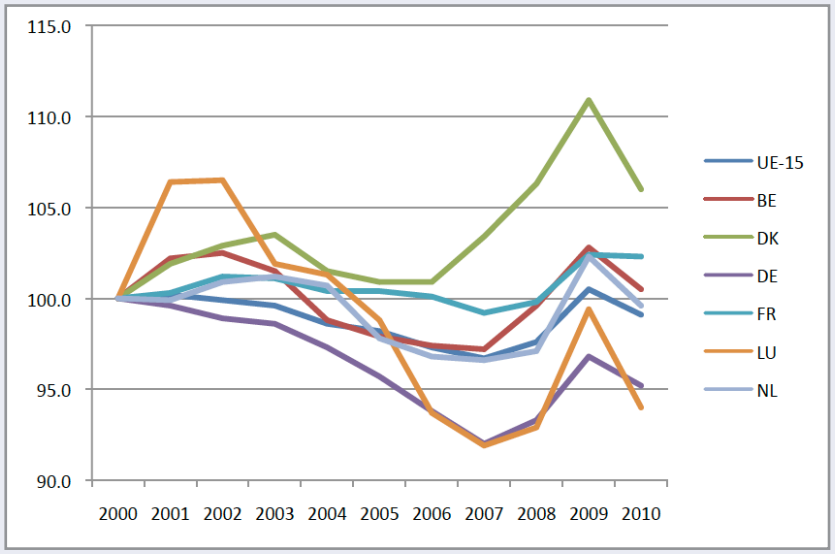
[9] *Le résultat est en grande partie lié à un emploi ultra-dynamique au Luxembourg, de même qu'à la difficulté de fixer un déflateur approprié, ce qui a pour conséquence d'amoindrir la performance du Luxembourg en termes de progression réelle.*

[10] *L'économie luxembourgeoise, Un kaléidoscope, 2008, p.176.*

3. La compétitivité

3.1. Le coût salarial unitaire[11]

Graphique 18
Coût salarial unitaire réel : total de l'économie



[11] *Il est possible de comparer, à l'aide d'un seul indicateur, le coût salarial à la productivité ; il s'agit du coût salarial unitaire (CSU), soit le rapport entre combien chaque salarié est payé (rémunération des salariés/nombre de salariés) et la valeur ajoutée produite par chaque unité d'emploi (valeur ajoutée/emploi total, à savoir salariés et travailleurs indépendants).*

Les recommandations du Conseil européen au sujet du système luxembourgeois de fixation des salaires et de la nécessité d'améliorer sa compétitivité se réfèrent entre autres à cet indicateur et son évolution : « La hausse des coûts salariaux unitaires [est] près d'une fois et demie plus rapide que dans l'UE-15 et cinq fois plus rapide qu'en Allemagne » (document de travail des services de la Commission, Évaluation du programme national de réforme et du programme de stabilité 2011 du Luxembourg, p.15).

Cette constatation se base sur les chiffres du coût salarial unitaire nominal qui se calcule de la manière suivante :

$$\text{CSU nominal} = \frac{\text{rémunération des salariés/nombre de salariés}}{\text{valeur ajoutée à prix constants/emploi total}}$$

C'est donc un coût salarial à prix courants qui est comparé à une mesure de productivité à prix constants. Or, et tel que le fait remarquer le Statec, « le CSU nominal ne prend pas en compte le prix de vente d'un produit sur le marché. À titre d'exemple, une hausse du salaire moyen peut bien être due à un meilleur prix de vente. Le coût salarial unitaire réel corrige ce biais » (Statec, Kaléidoscope 2006, p.75).

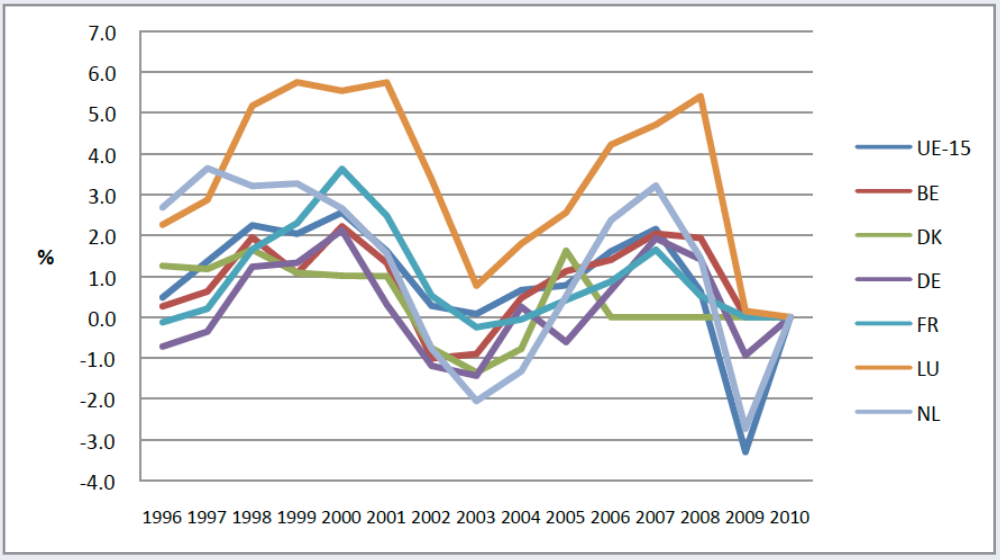
Nous définissons donc le CSU réel comme suit :

$$\text{CSU réel} = \frac{\text{rémunération des salariés/nombre de salariés}}{\text{valeur ajoutée à prix courants/emploi total}}$$

Le fait de diviser le coût salarial par la valeur ajoutée à prix courants élimine en effet la variation de la rémunération qui serait due à une augmentation du prix sur le marché. À l'instar des entreprises qui reversent leurs dividendes aux prix de l'année en cours, il faut comparer le coût salarial aux prix courants de la valeur ajoutée. Toujours d'après le Statec, « c'est le CSU réel qui constitue l'indicateur le plus fiable et le plus pertinent permettant de constater si la compétitivité-coût d'une économie évolue favorablement ou non » (ibidem). Notons enfin qu'Eurostat publie les données du coût salarial unitaire pour l'ensemble de l'économie de chaque pays. Nous recalculerons donc ultérieurement ce coût pour la comparaison des économies marchandes et de chaque secteur.

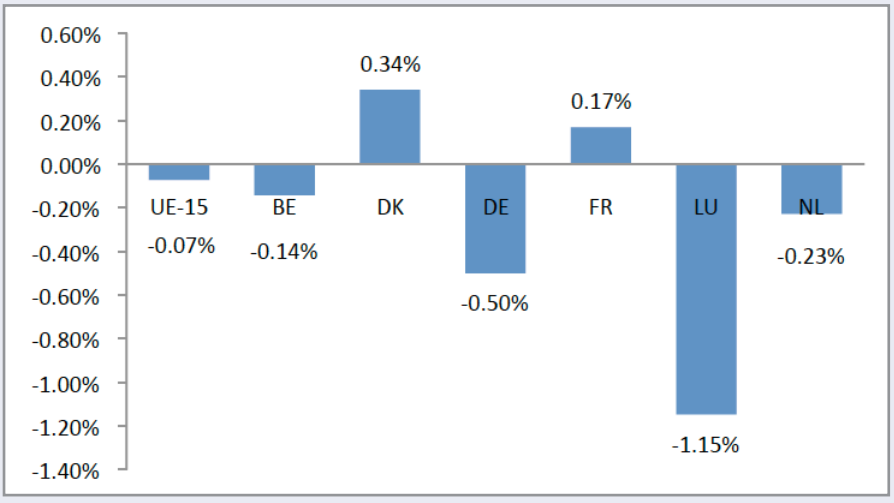
Pour l'ensemble de l'économie, l'évolution du CSU réel est telle que le Luxembourg connaît depuis 2006 les meilleurs résultats en termes de compétitivité-coût au vu du groupe de référence, en ce compris l'Allemagne et l'UE-15. S'il a fait figure de « mauvais élève » en 2000-2001, d'une part, et 2009, d'autre part, avec, respectivement, le niveau le plus élevé et une détérioration plus marquée du CSU réel par rapport aux autres pays, c'est parce que l'emploi au Luxembourg a continué à croître en ces années alors qu'il se voyait déjà réduit dans les autres économies.

Graphique 19
Croissance annuelle de l'emploi



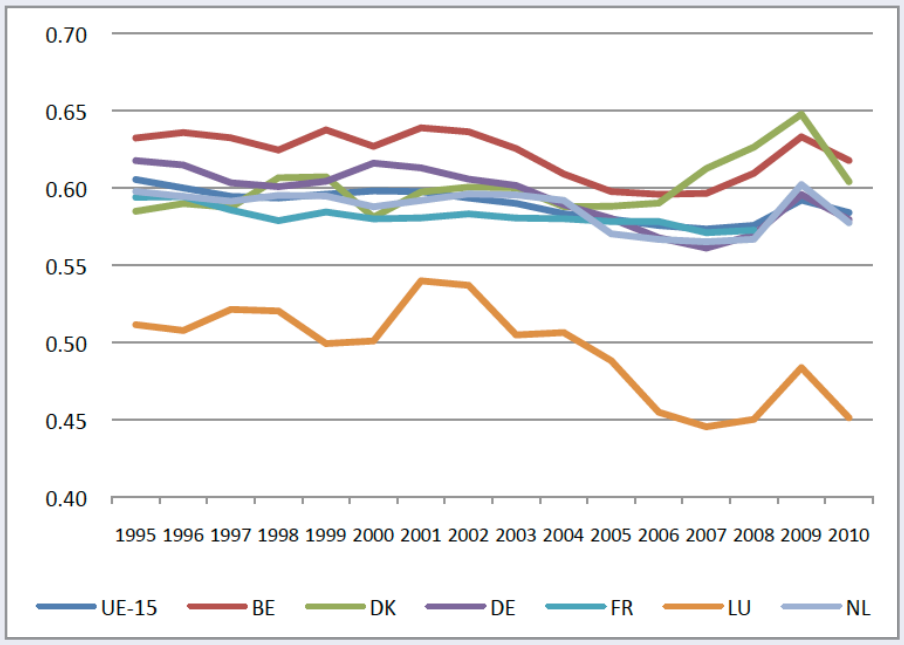
Les très bonnes performances du Luxembourg en termes de CSU réel sont d'ailleurs confirmées par l'analyse des croissances annuelles moyennes exposées sur le graphique 20 : sur la période 2003-2010, ce coût diminue en moyenne de 1,15% par an, soit seize fois plus vite que dans l'UE-15 et près de 2,5 fois plus vite qu'en Allemagne. Ce score est le meilleur du groupe de référence.

Graphique 20
Taux de croissance annuel moyen du CSU réel 2003-2010 : total de l'économie

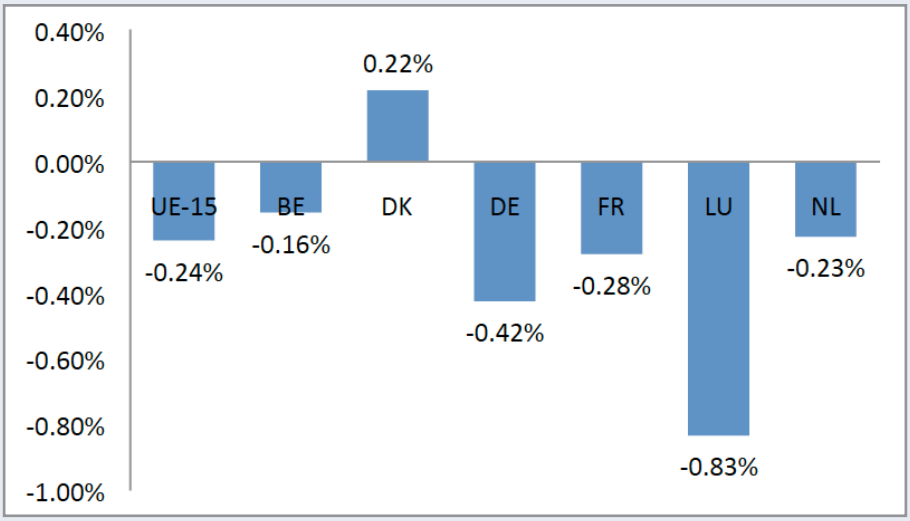


Concernant plus particulièrement l'économie marchande, au vu des graphiques 21 et 22, c'est à nouveau le Grand-Duché qui réalise, de loin, le meilleur résultat, avec le niveau le plus bas ainsi que la baisse la plus importante de CSU réel.

Graphique 21
Coût salarial unitaire réel : économie marchande (C à K)



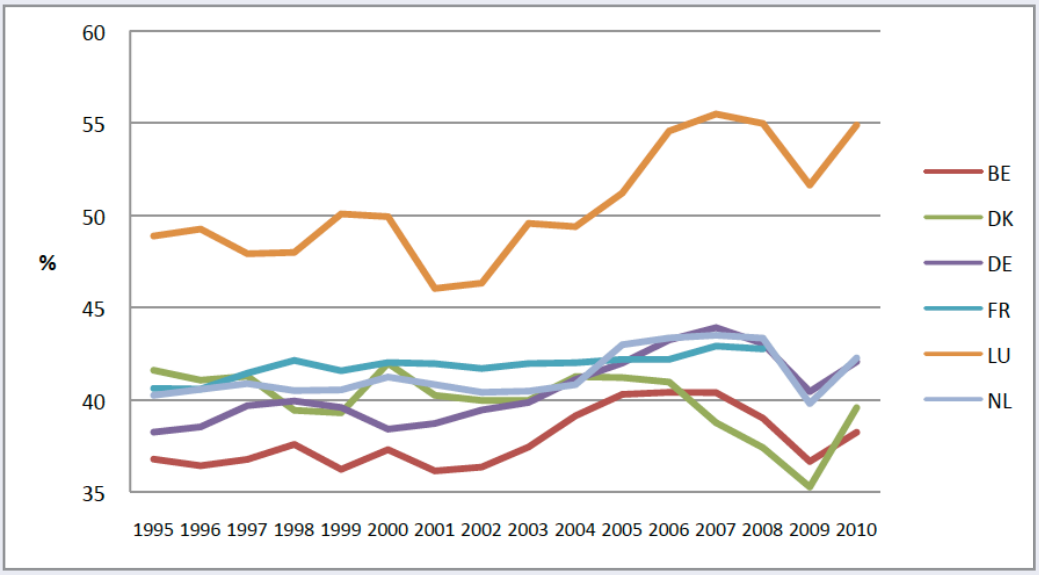
Graphique 22
Taux de croissance annuel moyen du CSU réel 1995-2010 : économie marchande (C à K)



3.2. Autres indicateurs

a. La marge des entreprises[12]

Graphique 23
Taux de marge des entreprises : économie marchande (C à K)

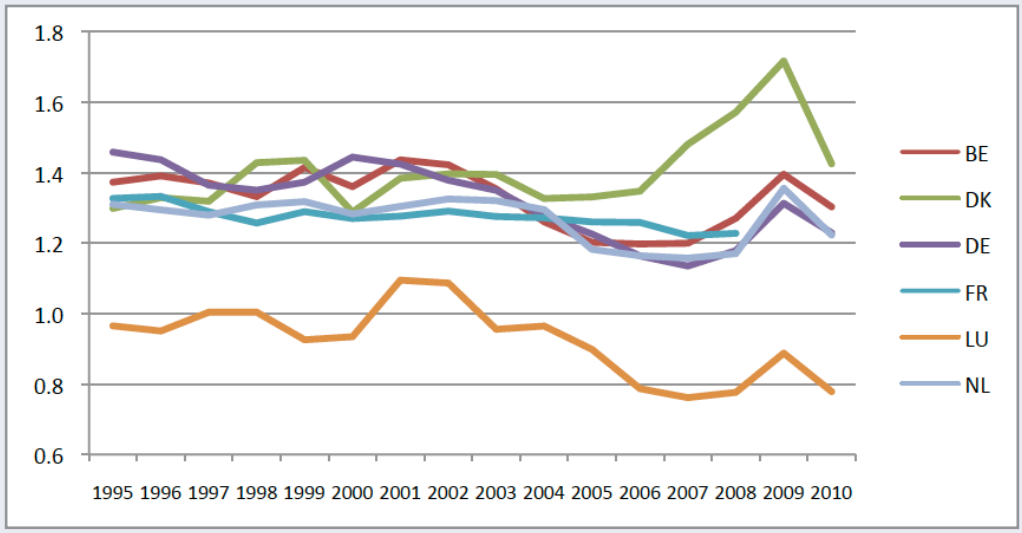


On constate que le taux de marge des entreprises de l'économie marchande est, parmi les pays observés, le plus important au Luxembourg et, bien qu'il soit en augmentation dans la plupart des pays, l'écart par rapport au groupe de référence se creuse depuis 2005.

[12] *Le taux de marge représente le pourcentage de la valeur ajoutée conservée par les entreprises après versement des coûts salariaux ; il constitue une approximation du profit brut des entreprises.*

b. Le ratio « coûts sur revenus » et le partage de la valeur ajoutée[13]

Graphique 24 :
Ratio « coûts sur revenus » : économie marchande (C à K)

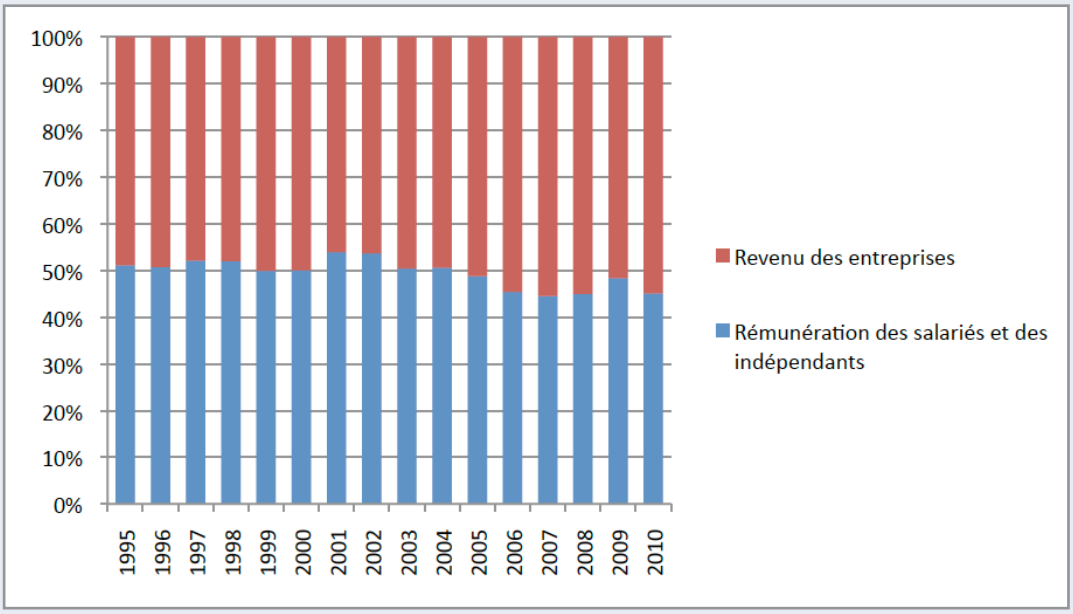


Concernant l'économie marchande, l'importance de la rémunération du travail (salaires corrigés des revenus des indépendants) par rapport aux revenus des entreprises est la plus faible au Luxembourg. En outre, à l'exception des années 1997 et 1998 (crise boursière asiatique) et 2001 et 2002 (effondrement de la bulle Internet), ce ratio est inférieur à 1 uniquement au Grand-Duché ; ceci traduit une part des revenus des entreprises supérieure à la part de la rémunération des salariés et des indépendants.

[13] *Pour donner une autre perspective de la profitabilité de l'économie luxembourgeoise, nous pouvons établir le rapport entre la rémunération du travail, d'une part, et, d'autre part, l'excédent brut d'exploitation augmenté des impôts moins subvention sur la production. Ce ratio compare donc le revenu des ménages au revenu des entreprises avant le versement des impôts et la perception des subventions liés à la production. Nous pouvons aussi analyser la façon dont est répartie la valeur ajoutée entre, d'un côté, les salariés et les travailleurs indépendants et, de l'autre, les entreprises. Pour cela, il suffit de comparer la part des revenus de chacun dans la valeur ajoutée.*

Au vu du graphique 25 illustrant cette fois le partage de la valeur ajoutée au Luxembourg, il semble d'ailleurs que ce partage se fasse progressivement en faveur des entreprises qui perçoivent petit-à-petit une part accrue de la valeur ajoutée[14].

Graphique 25
Partage de la valeur ajoutée au Luxembourg : économie marchande (C à K)



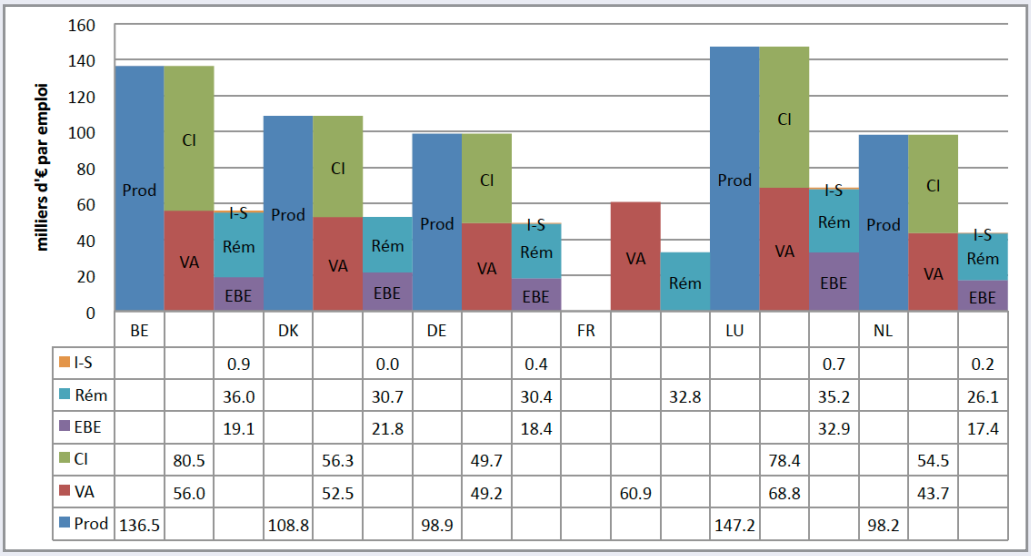
3.3. Effet des consommations intermédiaires sur la valeur ajoutée

Les deux graphiques suivants représentent la répartition de la valeur de production (ici abrégée Prod) dont les composantes sont la consommation intermédiaire[15] (CI) et la valeur ajoutée (VA), cette dernière se décomposant en rémunération des salariés (Rém), excédent brut d'exploitation (EBE) et impôts moins subventions sur la production (I-S).

[14] Bien que les impôts moins subventions sur la production soient ici inclus dans la part du revenu des entreprises, ils sont très faibles au Luxembourg (entre 0,4 et 0,8% de la production), ce qui n'a pratiquement pas d'influence sur le partage de la valeur ajoutée.

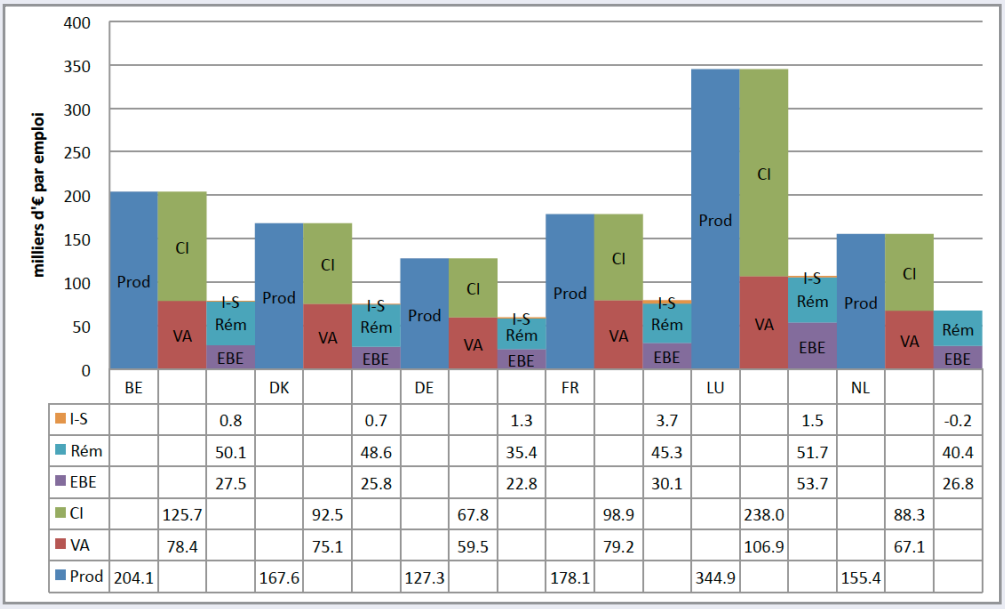
[15] La consommation intermédiaire est égale à la valeur des biens et services utilisés comme entrées au cours de la production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe. Les biens et services concernés sont soit transformés, soit entièrement consommés au cours du processus de production. Sont inclus, entre autres, la valeur de tous les biens et services consommés dans le cadre d'activités auxiliaires (ex : la gestion des achats et des ventes, le marketing, la comptabilité, l'informatique, le transport, l'entreposage, la maintenance, la sécurité), les services de recherche et développement, la formation du personnel, les coûts d'utilisation d'actifs fixes loués (ex : machines ou véhicules), les cotisations, droits d'inscription et autres versés à des organismes professionnels sans but lucratif.

Graphique 26
Répartition de la production, 1995 : économie marchande (C à K)



	BE			DK			DE			FR			LU			NL		
I-S			0.9			0.0			0.4						0.7			0.2
Rém			36.0			30.7			30.4			32.8			35.2			26.1
EBE			19.1			21.8			18.4						32.9			17.4
CI		80.5			56.3			49.7						78.4			54.5	
VA		56.0			52.5			49.2			60.9			68.8			43.7	
Prod	136.5			108.8			98.9						147.2			98.2		

Graphique 27
Répartition de la production, 2009 : économie marchande (C à K)[16]

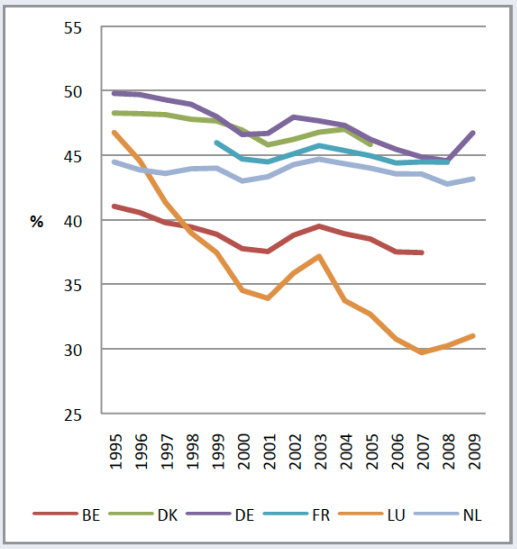


	BE			DK			DE			FR			LU			NL		
I-S			0.8			0.7			1.3			3.7			1.5			-0.2
Rém			50.1			48.6			35.4			45.3			51.7			40.4
EBE			27.5			25.8			22.8			30.1			53.7			26.8
CI		125.7			92.5			67.8			98.9			238.0			88.3	
VA		78.4			75.1			59.5			79.2			106.9			67.1	
Prod	204.1			167.6			127.3			178.1			344.9			155.4		

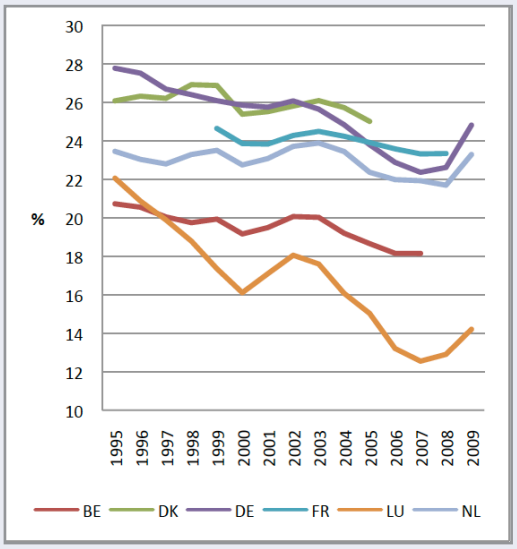
Au vu des répartitions de la valeur de la production, nous pouvons constater que l'économie marchande luxembourgeoise a acquis, au fil du temps, les niveaux les plus élevés de la valeur de production par emploi ainsi que de valeur ajoutée par emploi. Par contre, en observant les évolutions des différents taux ci-dessous, on remarque que, rapportés à la production, la valeur ajoutée, la rémunération et le revenu des entreprises sont les plus faibles au Grand-Duché et que la consommation intermédiaire y est la plus élevée.

[16] *2008 pour la France et estimations CSL pour I-S et EBE de la Belgique, du Danemark et de l'Allemagne.*

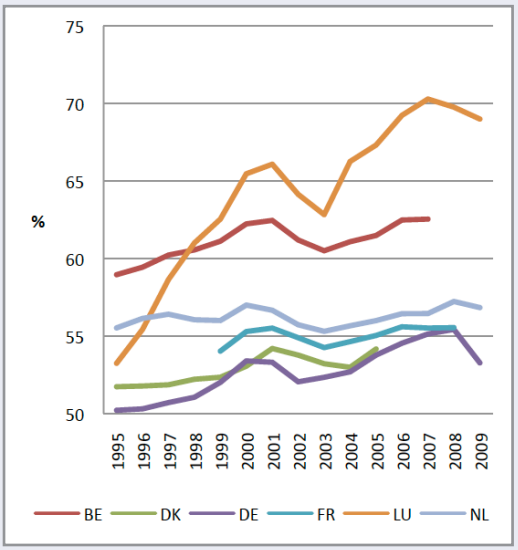
Graphique 28
Taux de valeur ajoutée



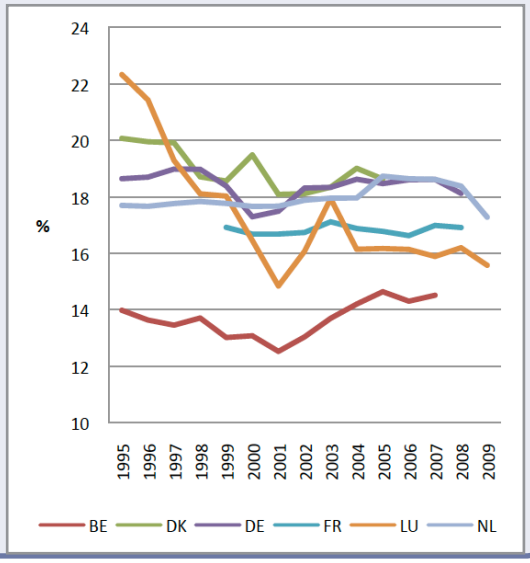
Graphique 30
Taux de rémunération



Graphique 29
Taux de consommation intermédiaire



Graphique 31
Taux de revenu des entreprises



Donc, tout en ayant les taux de marge les plus élevés (cf. graphique 23 représentant la part des revenus des entreprises dans la valeur ajoutée), le Luxembourg connaît d'importantes dépenses de consommation intermédiaire. Par conséquent, les entreprises grand-ducales pourraient sans doutes encore améliorer leurs performances économiques en veillant mieux à leurs dépenses de consommation intermédiaire.

***Personne de contact** : M. Sylvain Hoffmann T. 2749 4214 - sylvain.hoffmann@csl.lu*